



---

## Appel à communications

### 1er Colloque international de l'Observatoire du Plurilinguisme africain

Dschang (Cameroun), 13-15 décembre 2023

---

## Penser les pratiques, l'apprentissage, l'enseignement des langues et cultures africaines face au marché de l'emploi *Contributions pour un développement socioéconomique durable*

L'année 2021 a été celle de la création de l'Observatoire du plurilinguisme africain (OPA) à l'initiative de l'Université Assane Seck de Ziguinchor au Sénégal. L'OPA est une association scientifique internationale dont l'objectif est de contribuer à l'introduction des langues africaines dans les systèmes éducatifs des pays d'Afrique francophone. Dès 1953, dans le Rapport d'experts sur l'Emploi des langues vernaculaires<sup>1</sup> dans l'éducation, l'UNESCO, tout en soulignant les difficultés inhérentes à l'introduction de ces langues comme langues de scolarisation, insistait bien moins sur les obstacles proprement linguistiques ou didactiques d'une telle entreprise que sur les entraves d'ordre social et politique. Parce qu'ils veulent réaffirmer cette position, les membres de l'OPA adoptent une posture épistémologique dont l'originalité tient entre autres à l'articulation intime de ces différents ordres de faits. Les convergences entre langue et économie notamment, ont fait l'objet d'un certain nombre de travaux de référence (Bourdieu, 1977 ; Grin, 2011 et 2017). Le premier colloque de l'OPA est ainsi l'occasion de revenir sur les processus complexes inhérents à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques reposant sur et soutenant *réellement* le plurilinguisme et les langues africaines. Il s'inscrit donc, au moins en partie, dans une dynamique résolument prospective.

La problématique du plurilinguisme en Afrique, mais également au sein d'espaces naguère réputés monolingues, a été propulsée sur le devant de la scène par des facteurs tels que la reconfiguration des équilibres géopolitiques mondiaux, l'amplification des mouvements migratoires, l'essor des technologies de l'information et de la communication. Depuis des décennies, une multitude de recherches (Bearth & Fan, 2002 ; Tourneux, 2008 ; Ouane & Glanz, 2010 ; Brock-Utne & Mercer, 2014 ; Leconte, 2014 ; Auzanneau et al., 2016 ; Metangmo-Tatou 2019) ainsi que des organisations internationales d'envergure (Banque mondiale, CONFEMEN, UNESCO, etc.) ont rendu caduque la vision strictement technocratique des agrégats économiques en affirmant sans équivoque l'importance de la valorisation du capital humain dans le processus du développement durable. Elles ont souligné le gain non seulement cognitif mais aussi éducatif et donc économique de l'introduction des langues familières aux côtés des langues officielles européennes pour une scolarisation plus juste et plus efficiente. Pourtant, la pertinence des arguments avancés n'a pas instantanément eu raison de l'ancienne prédilection pour les modèles éducatifs monolingues. Les politiques linguistiques centralisatrices d'un jacobinisme systémique ont laissé des traces profondes dans les modes de gestion des répertoires linguistiques et dans les imaginaires collectifs comme autant d'entraves au développement durable.

Si l'on observe avec Daouaga (2018) que la cause de l'éducation bilingue est désormais entendue au niveau institutionnel pour certains ordres d'enseignement (éducation de base et secondaire), elle l'est cependant avec des fortunes très diverses puisqu'aujourd'hui, sur le continent africain, un enfant sur cinq seulement est scolarisé dans une langue qui lui est familière (UNESCO, ADEA, Union africaine, 2022). En outre, des programmes de

---

<sup>1</sup> Selon la terminologie en vigueur à l'époque.

formation diversifiés et adaptés aux contextes multilingues et mettant en valeur les compétences linguistiques et communicationnelles existantes tardent à voir le jour (Oueba et Glanz 2010). De tels programmes induiraient pourtant des niches d'emplois tout à fait appréciables (ODD 8)<sup>2</sup>. Il faut le reconnaître, l'enseignement bilingue inaugure *per se* une ère nouvelle mais force est de constater que sa justification a encore du mal à s'enraciner profondément dans les sociétés concernées et *a fortiori* dans les politiques publiques. Cela est d'autant plus vrai que les compétences linguistiques éventuellement capitalisées n'apportent que trop rarement une *plus-value économique et/ou socialement reconnue* dans l'exercice d'une profession ou dans l'évolution d'une carrière. La corrélation entre le plurilinguisme et la réalité socioéconomique ne tombe en effet pas immédiatement sous le sens et les recherches dans ce domaine concernant l'Afrique francophone subsaharienne sont encore trop rares. C'est ce lien entre l'économie et le social d'une part et la gestion des langues d'autre part qui constitue l'un des principaux axes névralgiques de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la linguistique du/pour le développement (Métangmo-Tatou, 2003 ; Métangmo-Tatou, 2019 ; Agresti, 2021 ; Zouogbo (dir.), 2022).

La persistance d'une idéologie diglossique en Afrique subsaharienne s'explique aussi, dans de nombreux contextes, par l'application d'une réforme importante du système éducatif sans une phase d'information et de sensibilisation préalable de la cible (Tabi Manga, 2000). C'est pourquoi nous considérons qu'un travail sur les représentations s'impose pour véritablement ancrer le paramètre de l'inclusivité dans les habitudes psychosociales, non seulement pour l'éducation scolaire (Prax-Dubois, 2020), mais également dans le champ de la formation professionnelle (Tourneux et Métangmo-Tatou, 2010 ; Amédégnato, 2014 ; Métangmo-Tatou, 2019). Le premier colloque de l'OPA devrait jouer un rôle inédit dans cette direction.

Ce colloque se propose ainsi d'élargir le champ de la réflexion et de l'intervention au-delà de la sphère scolaire en prenant en compte les pratiques et politiques publiques dans les domaines de l'insertion, de l'emploi et de la formation (Ans et al., 1992 ; Chaudenson & Slodzian, 1994 ; Georgescu & Stabback, 2008 ; Dhorsan & Moreno Chachuaio, 2008 ; Silué, 2018 ; Leconte & Troncy, 2021). Il s'agit d'en documenter la relation - possiblement à double sens - avec les langues africaines. Cette problématique ne manquera pas de soulever chez certains l'une des objections habituellement formulées pour disqualifier le recours aux langues africaines pour la formulation des discours spécialisés : l'incapacité supposée de ces langues à exprimer des *realia* scientifiques et techniques. A cet égard, les recherches s'inscrivant dans une approche terminologique apparaissent comme essentielles et véritablement déterminantes (Diki-Kidiri, 2008 ; Frath et Sow, 2022 ; Mouzou, 2022) dans un contexte où les dispositifs de formation professionnelle demeurent largement marqués par le monolithisme linguistique. Les communicateurs, interprètes, personnels de santé comme les enseignants, pour ne citer que ces spécialistes, reçoivent une formation qui les prépare à interagir exclusivement avec des publics francophones, ce qui laisse libre cours, en contexte allophone, à une propension dommageable à l'improvisation. Ces professionnels disposent pourtant, *a priori*, et dans leur grande majorité, d'un capital linguistique et culturel endogène, qui, dûment renforcé et encadré, leur permettrait de potentialiser leur pratique professionnelle. L'ensemble du corps social pourrait alors bénéficier de profils bi-compétents, formés idéalement dans une perspective interculturelle.

Le fait est que la vision uniquement synchronique - car profane - que nous avons des langues que nous côtoyons - notamment de ces langues aujourd'hui vectrices privilégiées de contenus spécialisés (français, anglais, etc.) - ne nous permet pas toujours de percevoir que ces mêmes langues ne sont devenues véritablement fonctionnelles que grâce à des dynamiques sociales et à différents types d'action d'aménagement et de planification (Tatou, 2021 ; Leconte, 2021). Si la planification du corpus, celle du statut et de l'acquisition apparaissent comme des activités essentielles en vue de promouvoir l'usage des langues et cultures africaines dans les domaines de l'éducation, de la formation et du travail, elles sont profondément liées à la problématique centrale du groupe de travail de l'OPA à l'initiative de ce colloque, le GT « Politiques et imaginaires linguistiques ». Cette problématique s'élabore autour de l'urgence de nourrir chez les locuteurs des représentations linguistiques positives, étant donné la relation de cause à effet entre des représentations dysphoriques et la difficulté de mettre en place des politiques linguistiques efficaces et pérennes.

C'est dans cette perspective que l'OPA s'est assigné la mission de contribuer à la conception, à l'implémentation et à l'évaluation de politiques publiques bilingues. De manière plus spécifique, l'OPA engage, par ce colloque, une réflexion sur les usages fonctionnels et les représentations des langues africaines en relation

---

<sup>2</sup> Notons bien que "470 millions d'emplois par an seront nécessaires dans le monde pour les nouveaux venus sur le marché du travail entre 2016 et 2030". <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/economic-growth/>

avec les problématiques de l'éducation, de la formation, de l'employabilité et de l'entrepreneuriat, capitales dans la conjoncture économique actuelle.

**Ce colloque propose 4 axes d'étude :**

**Axe 1 : Contribution à l'épistémologie des sciences du langage**

Historicité des théories linguistiques et conceptions épistémologiques. Fondements et enjeux de la linguistique pour le développement. Politologie linguistique. Comparaison interculturelle des théories linguistiques. Pluridisciplinarité et interdisciplinarité. Méthodologie de la recherche. Implication citoyenne et responsabilité du chercheur. Science ouverte. Lien recherche/société.

**Axe 2 : Politiques linguistiques publiques**

État des lieux des politiques publiques et des pratiques dans les domaines concernés (éducation, formation professionnelle, marché de l'emploi). Législation linguistique et orientations. Politiques de valorisation des langues africaines et du plurilinguisme. Imaginaires linguistiques. Adhésion et résistance des populations. Responsabilité sociale des États, des universités, des centres de formation, des entreprises.

**Axe 3. Formation professionnelle, marché de l'emploi et langues africaines**

Cartographie des métiers et des formations en lien avec la pratique de langues africaines. Langues africaines, intelligence artificielle et métiers du numérique. Employabilité et maîtrise des langues africaines. Pratiques langagières au travail. (In)sécurité linguistique. Contextualisation des offres d'emploi, des référentiels de compétences professionnelles, des dispositifs de formation dans divers domaines (administration, santé, culture, justice, agriculture, construction, commerce, médias, éducation, environnement, etc.).

**Axe 4. Ingénierie de formation linguistique dans divers domaines professionnels**

Analyse des besoins de formation en langues africaines. Littératie fonctionnelle en lien avec le marché de l'emploi. Référentiel de compétences linguistiques. Ingénierie, dispositifs et pratiques de formation linguistique. Didactique des langues africaines sur objectifs spécifiques (langues de spécialité). Matériels et ressources pédagogiques. Ajustements/créations terminologiques monolingues ou plurilingues : physiques ou numériques.

N. B. Les orientations par axe sont indicatives.

**Références**

- Agresti, Giovanni** (2021). « Développement ». In *Langage et société*, Hors-série 1, pp. 101-104. <https://revue-langage-et-societe-2021-HS1.htm>
- Amedegnato, Ozouf Sénamin** (2014) « Les langues africaines, clés du développement des États sub-sahariens » dans Ngalasso-Mwatha, Musanji (dir.) pp. 331-346 dans *Le français et les langues partenaires : convivialité et compétitivité*. Pessac : Presses Universitaires de Bordeaux.
- Ans, André Marcel ; Baggioni, Daniel ; Calvet, Louis-Jean et al.** (1992). *Langues et métiers modernes ou modernisés au Mali (Santé et travail de fer)*. Institut d'études créoles francophones, CNRS-Université de Provence. Paris : Didier érudition.
- Auzanneau, Michelle ; Bento, Margaret ; Leclère, Malory (dir.)** (2016). *Espaces, mobilités et éducation plurilingue. Éclairages d'Afrique et d'ailleurs*. Paris : Éditions des archives contemporaines.
- Bourdieu, Pierre** (1977). « L'économie des échanges linguistiques », *Langue française* 34, p. 17-34. En ligne : [https://www.persee.fr/doc/lfr\\_0023-8368\\_1977\\_num\\_34\\_1\\_4815](https://www.persee.fr/doc/lfr_0023-8368_1977_num_34_1_4815).
- Brock-Utne, Birgit & Mercer, Malcom** (2014). « Languages of instruction and the question of education quality in Africa: a post-2015 challenge and the work of CASAS ». In *Compare. A Journal of Comparative and International Education*, vol. 44, n°4, pp. 676-680.
- Chaudenson, Robert & Slodzian, Monique** (1994). *Comprendre pour communiquer et soigner : langues, informatique et santé oculaire en Afrique*. Paris : Didier érudition.
- Daouaga, Samari Gilbert** (2018). *Approche glottopolitique de l'éducation bi-plurilingue et biculturelle dans l'Adamaoua (Cameroun). Attitudes, Représentations et Pratiques*. Thèse de doctorat. Université de Ngaoundéré.
- Diki-Kidiri, Marcel et al.** (dir.) (2008). *Le vocabulaire scientifique dans les langues africaines : pour une approche culturelle de la terminologie*. Paris : Karthala.
- Dhorsan, Adélaïde, Moreno Chachuaio, Albertina** (2008). « Le curriculum local au Mozambique », In *Perspectives*, vol. 38, n°2, 2008, pp. 259-277.
- Frath, Pierre & Sow, Ndiémé** (2022). « La question de la terminologie dans l'enseignement des langues africaines » in J.-P. Zouogbo, *La linguistique pour le développement. Concepts, contextes et apories*. Paris : Edition des archives contemporaines.

- Georgescu, Dakmara ; Stabback, Philip ; Jahn, Klaus et al.** (2008). *Préparation à la vie et au travail : étude comparative mettant l'accent sur l'enseignement de base (primaire et secondaire du premier cycle) dans les pays africains en développement*. In GTZ : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit/Eschborn, Compas en éducation n°4.
- Grin, François** (2011). "Les langues dans le monde du travail : quelle(s) recherche(s) nous faut-il ?", *Babylonia* 3/11, 43-47.
- \_\_\_\_\_ (2017). "L'économie face aux langues », *Bulletin SAGW* 1.
- Kassan, Balaibaou** (2022). « L'introduction des langues nationales dans la formation en agriculture et santé publique au Togo » dans *Cahiers du CEDIMES. Enjeux sociaux*. Dossier : Dynamiques socio-linguistiques, terminologie et développement. Documenter, aménager et outiller les langues africaines. 17e année – N° 2, pp 137-147.
- Leconte, Amélie** (2014). *La fabrique des politiques linguistiques scolaires*. Thèse de doctorat sous la direction de Louis-Jean Calvet. Université d'Aix-Marseille (France).
- Leconte, Amélie & Troncy, Christelle** (2021). « Politique(s) linguistique(s) et formations universitaires dans le monde francophone ». *Synergies France*, n°14-15.
- Métangmo-Tatou, Léonie** (2003). « La koïnè peule du Cameroun septentrional et les enjeux du développement ». In *African Journal of Applied Linguistics - AJAL* 4, pp. 119-138.
- \_\_\_\_\_ (2019). *Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage*. Québec : Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/linguistique/dev/>.
- Mouzou, Stephen Palakyém** (2022). « Aménagement terminologique au Togo : état des lieux, enjeux et perspectives » dans *Cahiers du CEDIMES. Enjeux sociaux*. Dossier : Dynamiques socio-linguistiques, terminologie et développement. Documenter, aménager et outiller les langues africaines. 17e année – N° 2, pp 148-164.
- Ouane, Adama & Glanz, Christine** (2010). *Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue*. Unesco, Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie.
- Prax-Dubois, Pascale** (2020). « Comment former des enseignants inclusifs en Outre-mer ? Propositions didactiques pour une éducation langagière inclusive dans les écoles françaises de l'océan indien », dans *Spirale - Revue de recherches en éducation*, pp. 147-168.
- Silué, Jacques** (2018). « Description, instrumentalisation des langues pour le développement durable ». *Revue LTML* (Laboratoire des Théories et Modèles Linguistiques), n° 15 (Actes du Colloque Ordinaire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, 29-30 nov. 2017).
- Tabi Manga, Jean** (2000). *Les politiques linguistiques au Cameroun de 1884 à 1960. Essai d'aménagement linguistique*. Paris : Karthala.
- Tatou, Léonie** (2021). « Le plurilinguisme en science. Pourquoi pas ? » Dans Florence Piron et Elisabeth Arsenault, *Guide pluriversel pour la recherche en sciences humaines et sociales*. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/le-plurilinguisme-en-science-pourquoi-pas/>
- Tourneux, Henry** (2008). *Langues, cultures et développement en Afrique*. Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry & Métangmo-Tatou, Léonie** (2010). *Parler du sida au Nord Cameroun*. Paris : Karthala.
- UNESCO** (1953). *L'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement*. Unesco.
- UNESCO** (2022). *Pleins feux sur l'achèvement de l'éducation de base et apprentissages fondamentaux en Afrique, 2022 : né-e pour apprendre*. UNESCO/ADEA/ Union Africaine.
- Zouogbo, Jean-Philippe**, (dir.) (2022). *La linguistique pour le développement. Concepts, contextes et empiries*. Préface de Léonie Tatou. Paris : Edition des archives contemporaines.

## Modalités de communication

Les communications pourront s'adosser à des recherches fondamentales et recherches d'intervention, à des cas pratiques, à des retours d'expérience. Les contributeurs s'intéresseront aux axes prioritaires du colloque sans toutefois s'y limiter, dans la mesure de la capacité de leur projet de communication ou d'atelier à éclairer les situations africaines dans les domaines concernés ou à en soutenir la dynamique.

Les propositions s'inséreront dans l'un des axes du Colloque et pourront prendre différentes formes :

- Communication individuelle : 30 min : communication de 20 minutes + 10 minutes de discussion
- Table-ronde : 90 min : proposition de 3-5 personnes sur une thématique.
- Atelier collaboratif : 120 min : les ateliers pourront être thématiques (Cf. les axes définis) ou à visée méthodologique (méthodologie de la recherche ou autre).

*Les auteurs d'un atelier collaboratif proposeront aux participants de développer une expérience concrète (projet de guide méthodologique, de mémento technique plurilingue, de révision d'un cursus de*

*formation professionnelle, de séquence pédagogique, d'aménagement d'un texte réglementaire, etc.) dont un premier feedback sera diffusé pendant le colloque et qui pourra se prolonger par la suite.*

Les langues de communication du colloque sont le français et l'anglais.

## Modalités de soumission des propositions

Les propositions sont individuelles ou collectives. Les communications pourront être proposées par des chercheurs, doctorants, post-doctorants, acteurs associatifs et professionnels impliqués dans la thématique du colloque, acteurs institutionnels des politiques linguistiques.

*Les propositions pluridisciplinaires ou impliquant à la fois des chercheurs et des acteurs de terrain, institutionnels et/ou de la société civile seront bienvenues.*

**Les propositions devront être soumises avant le 15 mai 2023 minuit :**

-> soit par email en les envoyant simultanément aux trois adresses suivantes : [opafrcain@gmail.com](mailto:opafrcain@gmail.com) ; [metangmo.tatou@gmail.com](mailto:metangmo.tatou@gmail.com) ; [ndieme.sow@univ-zig.sn](mailto:ndieme.sow@univ-zig.sn)

-> soit en les déposant directement sur la plateforme <https://colloque-opa-2023.sciencesconf.org>

**Un fichier PDF doit accompagner chaque proposition (envoyée par email ou déposée en ligne).**

**Il contiendra :**

- le nom du ou des intervenants et le cas échéant l'affiliation scientifique ou professionnelle
- une adresse email
- une mini-biographie du ou des intervenants (150 mots maximum)
- la forme de la proposition (conférence, table-ronde, atelier collaboratif)
- l'axe thématique dans lequel s'inscrit la proposition
- le titre de la proposition
- 5 mots-clés
- un résumé de 300 à 500 mots indiquant explicitement l'enjeu de la proposition, la problématique, le cadre théorique, la méthodologie, les principaux résultats et les éléments de discussion.
  - pour les propositions d'acteurs institutionnels, professionnels, de la société civile sont attendus : l'enjeu de la proposition, les questionnements, les objectifs, les articulations de la proposition, les éléments de discussion
  - pour les ateliers collaboratifs, sont attendus : l'enjeu de la proposition, la problématique, le cadre théorique, la méthodologie, les éléments de discussion, mais aussi la définition du public cible, l'organisation du feedback et les perspectives post colloque.
- une bibliographie comportant 5 références au maximum

Les propositions feront l'objet d'une évaluation en double aveugle par le comité scientifique.

## Calendrier

- **15 mai 2023 minuit : date limite d'envoi des propositions**
- **17 juillet 2023 : réponse du Comité scientifique**
- **02 octobre 2023 : ouverture des inscriptions**
- **04 décembre 2023 : fermeture des inscriptions**
- **13-14-15 décembre 2023 : tenue du colloque**

A l'issue du colloque, une sélection d'articles donnera lieu à la publication d'un ouvrage aux Presses de l'observatoire du plurilinguisme africain (POPA). À cette phase, des résumés trilingues français - langue africaine – anglais seront requis.

## Informations pratiques

- Lieu : Université de Dschang, Cameroun
- L'inscription au colloque est obligatoire pour tous les communicants ainsi que pour toute personne désirant se rendre au colloque. L'inscription inclut l'accès au colloque, les pauses-café et les repas du midi. Elle n'inclut pas l'hébergement. Des frais additionnels pourront être requis pour les activités optionnelles (dîner, visites...).
- Montant des frais d'inscription :
  - Enseignants-chercheurs, chercheurs, directeurs administratifs ou techniques et assimilés : 50.000 FCFA (75 euros)
  - Enseignants-chercheurs et chercheurs membres de l'OPA : 35.000 FCFA (55 euros)
  - Étudiants, doctorants et post-doctorants : 25.000 FCFA (40 euros)
  - Autres professionnels et membres d'association : 35.000 FCFA (55 euros)

Pour toutes questions, veuillez nous écrire à : [colloqueOPA2023@gmail.com](mailto:colloqueOPA2023@gmail.com)

Retrouvez toutes les informations pratiques sur le site du colloque : <https://colloque-opa-2023.sciencesconf.org>

## Comité d'organisation

### Responsabilité du colloque

TATOU MÉTANGMO Léonie, Université de Ngaoundéré. Cameroun

### Membres du comité

DAOUAGA Samari Gilbert, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
KAMWE MOUAFFO Marie-Colette, Université de Ngaoundéré.  
KOUESSO Jean Romain, Université de Dschang. Cameroun  
KOUOSSEU Jules, Université de Dschang. Cameroun  
LECONTE Amélie, Aix-Marseille Université. France  
MAIGA Mairama Mahamane, Université Gaston Berger. Sénégal  
MAKEMLETIA DEMAZE Gertrude, Université de Dschang.  
Cameroun

MOHAMADOU Ousmanou, Université de Maroua. Cameroun  
MOKAM David, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
MOUZOU Palakyém Stephen, Université de Kara. Togo  
PESSETVE Jean Calvin, Université de Dschang  
POKAM KAMDEM William, Université de Dschang. Cameroun  
PRAX-DUBOIS Pascale, Université Paris 8. France  
SOW Ndiémé, Université Assane Seck de Ziguinchor. Sénégal

## Comité scientifique

ASSOUMOU Jules, Université de Garoua. Cameroun  
AUZANNEAU Michelle, Université de Paris. France  
BAÏMADA GIGLA François, Université de Maroua. Cameroun  
CALAÏNA Théophile, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
CHIATOH Blaisius, Université de Buéa. Cameroun  
CHUMBOW, Sammy Beban, Université de Yaoundé 1. Cameroun  
DIAGNE Mbacke, Université Cheikh Anta Diop - CLAD. Sénégal  
DI CARLO, Pier Paolo, Université de Buffalo, USA  
DIKI-KIDIRI Marcel, CNRS. France  
FAYE Babacar, Université Cheikh Anta Diop - CLAD. Sénégal  
FRATH Pierre, Université Reims Champagne Ardennes. France  
HAMADOU BOUKAR, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
KOUESSO Jean-Romain, Université de Dschang. Cameroun  
JIOKAP NONO Yvette, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
LECONTE Amélie, Aix-Marseille Université. France  
MAÏRAMA Rosalie, ENS - Université de Maroua. Cameroun  
MBA Gabriel, Université de Yaoundé 1. Cameroun

MOLINIÉ Muriel, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3. France  
MOUZOU Palakyém Stephen, Université de Kara. Togo  
MUSHING Willie TAMFUH, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
NDIBNU-MESSINA ETHÉ Julia, ENS - Université de Yaoundé 1. Cameroun  
NDINDA Joseph, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
NEH FRU TASSANG Celestina, Université de Bamenda. Cameroun  
PRAX-DUBOIS Pascale, Université Paris 8. France  
RABATEL Alain, Université Claude Bernard Lyon 1. France  
ROUGÉ Jean-Louis, Université d'Orléans. France  
SAMBOU Aly, Université Gaston Berger. Sénégal  
SOW Ndiémé, Université Assane Seck de Ziguinchor. Sénégal  
SOME K. Pascal, Université de Paris. France  
TATOU MÉTANGMO Léonie, Université de Ngaoundéré. Cameroun  
TONYE Joseph Alphonse, Université de Yaoundé 1. Cameroun  
TOURNEUX Henry, CNRS. France

---

TSOFACK Jean-Benoît, Université de Dschang. Cameroun  
WERE Vincent, Kenyatta University. Kenya  
ZOUOGBO Jean-Philippe, Université de Paris. France

---